

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

En emprisonnant les harragas, au lieu de les écouter, le pouvoir ne leur donne pas seulement raison et ne fait que convaincre les candidats harragas, encore hésitants, qu'ils n'ont pas d'autre alternative pour «exister» en un pays. Il confirme le sentiment général qu'il traite par le mépris toutes les autres catégories de la population en malvie à commencer par les enseignants, premier modèle social des enfants hors de la famille, qu'il oblige à mener des luttes incessantes pour un salaire décent à avouer leur pauvreté et leur peu de poids devant leurs élèves médusés que des maîtres censés détenir l'autorité suprême du savoir en soient réduits à des grèves répétitives pour un salaire décent. Le désastre se verra plus tard mais vous êtes les seuls à vous en soucier. Alors que des médecins, docents et professeurs de service en arrivent, eux aussi, à déclarer dans une assemblée générale tenue au CPMC que cette question des salaires est devenue, à leurs yeux, une affaire de dignité ; et que de partout ailleurs, de toutes les professions ouvertes par une formation supérieure s'élève le même cri, sans que le pouvoir daigne montrer le moindre début d'écoute ; prouve assez que le mépris affiché à l'endroit des harragas ne procède pas d'un accident mais d'une nature des forces sociales et politiques au pouvoir. Seuls les groupes sociaux en voie de conquérir puis d'accaparer le pouvoir développent ce comportement de «guerre» sociale et symbolique contre tous ceux qui veulent assurer, au cours de ce processus, le respect de leurs propres intérêts de groupes.

Haine, mépris, répression appartiennent à cet arsenal de guerre contre la montée des revendications et des aspirations des couches populaires. Il ne s'agit pas d'incompétence des responsables «incapables» de mesurer l'ampleur et la nature du phénomène, ni de distraction des hommes du pouvoir mais d'hommes politiques déterminés à se débarrasser de toute velléité des couches populaires à bénéficier d'un minimum social et culturel et du droit au rêve. L'urgence pour eux est dans l'accumulation primitive rapide et cupide, si on peut appeler cet enrichissement ahurissant né de la prédation une accumulation primitive au sens de l'accumulation capitaliste. Elle n'obéit, en effet, à aucune dynamique interne de création des richesses par le travail mais la dynamique externe de croissance qui donne, au pétrole, ses prix et ses couleurs. Et elle ne repose sur rien d'autre que la mise en place d'une économie compradore aggravée par l'option du tout import-import que seules quelques crises passagères peuvent atténuer par peur de l'émeute.

M. B.

periscope2008@yahoo.fr

Le Soir d'Algérie - Mardi 15 janvier 2008 - Page 2

POUR L'ENTV, LA RASD FAIT PARTIE DU MAROC

Scandalisé par la séquence qu'il a vue sur la troisième chaîne de la très officielle télé algérienne, lors de la présentation matinale du bulletin de la météo Afrique de ce lundi, un citoyen de Bordj-Ménaïel (wilaya de Boumerdès) a pris attache avec les responsables de cette chaîne pour dénoncer la manipulation de l'image. Dans la carte de support de présentation de ce bulletin continental, la frontière nord de la République sahraouie a tout simplement disparu. Ce qui laisse supposer pour le télé-spectateur que l'ex-Rio de Oro, jusqu'à la frontière avec la Mauritanie, bien visible sur la carte du présentateur, fait partie du Maroc.



Nouara Djaâfar s'installe chez Tou

La ministre déléguée chargée de la Famille et de la Condition féminine a finalement pris ses quartiers dans les

bâtiments du ministère de la Santé. Amar Tou et Nouara Djaâfar vont donc devoir cohabiter puisque cette dernière a quitté son ancien siège d'Addis-Abeba.



Déficit en magistrats

Au niveau du département de la justice, on envisage de former trois cents magistrats sur une période de deux années.

La décision a été prise récemment au lendemain d'un rapport d'audit interne élaboré par une structure du ministère sur demande de Tayeb Belaïz.

Selon des sources, le déficit en magistrats a été notamment enregistré au niveau des tribunaux situés en région centre du pays.

